



Cycle de rencontres D3S

« Ouvertures »

Compte-rendu de séance



Un tournant brésilien sur les drogues ? Défis et opportunités dans un contexte régional mouvant sur le cannabis

📅 *Vendredi 18 novembre 2022, 14h30 – 16h
au format hybride et en anglais*

Présentation

Pour sa rentrée, le programme D3S « Drogues, sciences sociales et sociétés » de l'EHESS/INSERM avec le soutien de l'IRESP a lancé un nouveau cycle de rencontres - « Ouvertures »- tournées vers la recherche internationale et les questions émergentes relatives aux drogues illicites.

A cette occasion, le [programme D3S](#) a eu le plaisir de recevoir deux intervenants brésiliens qui ont suivi et joué un rôle prédominant dans la construction des politiques brésiliennes sur les drogues.

- **Luiz de Paiva**, Centre for the Study of Liberty and Authoritarianism (LAUT), ancien chef du Secrétariat pour la politique des drogues, Ministère de la justice (sous la présidence de Dilma Rousseff)
- **Paulo Pereira**, Professeur associé et coordinateur, International Drug Policy Research Group of NETS - Pontifical Catholic University of São Paulo, Brazil

La discussion s'est organisée aux lendemains d'une nouvelle prise de pouvoir du Président élu Luiz Inácio Lula, et dans un contexte régional de réflexion politique sur les drogues et notamment sur les marchés régulés de cannabis. Dans ce contexte, la question de l'avenir des politiques des drogues reste en suspens dans le pays. Nos deux intervenants sont revenus sur les grandes évolutions politiques d'une des principales portes du trafic international de stupéfiants vers l'Europe, et ont partagé des pistes de réflexions sur les défis et opportunités à venir au Brésil notamment à la lumière des évolutions législatives et politiques de régulation des marchés de cannabis qui traversent la région sud-américaine.

Résumé de la discussion

Après une brève présentation du nouveau cycle du programme D3S par Marie Jauffret Roustide, directrice scientifique de D3S, Déborah Alimi, sa coordinatrice, présente le contexte de la discussion ainsi que les intervenants, avec pour interrogation centrale : doit-on s'attendre à un tournant politique sur les drogues au Brésil, et si oui, dans quelle direction ?

Luiz de Paiva du Centre for the Study of Liberty and Authoritarianism (LAUT) ouvra la séance, par une présentation socio-historique des politiques de drogues au Brésil. Retraçant les origines de la logique répressive du pays, Luiz de Paiva mit l'accent sur les évolutions récentes, notamment la décision de 2006 d'assouplir la législation pour les usages personnels en « dépénalisant » la possession sur une logique d'augmentation des sanctions pour le trafic. Bien que jugée prometteuse dans sa démarche, cette décision a eu des effets contrastés sur lesquels l'intervenant alerta, avec notamment

- i) une augmentation spectaculaire des incarcérations pour des délits mineurs liés à la drogue (rappelant qu'entre 2006 et 2016, les incarcérations pour offenses liées aux drogues augmentèrent de plus de 300% soit 138 000 personnes incarcérées de plus pour faits de trafics mineurs et non violents principalement) ;
- ii) le renforcement des organisations criminelles impliquées dans le commerce local et international de la drogue et des niveaux de violence associée, ainsi que
- iii) la consolidation de la place du Brésil comme la deuxième destination mondiale de la cocaïne en transit, nourrissant un marché d'exportation extrêmement lucratif, même si les bénéfices sont fortement concentrés dans les pays de destination.

Il souligna toutefois qu'entre 2005 et 2016, la problématisation des usages de drogue évolua sur des référentiels de santé publique même si ces derniers restent toutefois fortement déclinés à partir d'une approche dite de tolérance zéro. La présidence de Jair Bolsonaro a en ce sens vu une prolifération de communautés thérapeutiques religieuses basées sur l'abstinence comme principale réponse, et a mis en évidence les insuffisances des services de santé et des protocoles de traitement en place. Malgré le peu d'espace politique pour débattre de politiques alternatives en matière de drogues encore rétréci dans l'environnement politique très conservateur sous cette présidence, Luiz de Paiva exprima son optimisme au regard de la nouvelle présidence de Lula et des ouvertures possibles en matière de drogues, dans un contexte régional des plus mouvant, notamment au regard des contrôles et régulations des marchés du cannabis.

C'est justement sur cette question que **Paulo Pereira- Professeur associé et coordinateur, International Drug Policy Research Group of NETS – Université Catholique Pontificale de São Paulo, Brésil**, centra son intervention. Dans une mise à plat des dilemmes et opportunités sur la question du contrôle du cannabis au Brésil, l'intervenant mit l'accent sur les schémas différenciés de régulation existant dans la région latino-américaine (Argentine, Colombie, Uruguay et Mexique) et sur le rôle des investissements privés gagnant ces marchés ou « green rush ».

Au Brésil, le marché du cannabis médical est estimé à plus de 910 millions USD, avec environ 3,9 millions de patients qui ont déjà bénéficié de l'utilisation de CBD. Malgré une législation floue, du moins en construction sur le cannabis médical, 61 % des personnes interrogées dans le cadre d'une étude nationale estiment que l'utilisation du cannabis dans les traitements médicaux devrait être autorisée (26 % ne sont pas d'accord, 13 % ne savent pas comment répondre). Paulo Pereira détailla les mobilisations et différentes étapes en ce sens depuis les débuts, en 2015, des résolutions réglementant la prescription et l'importation de cannabis à des fins médicinales dans le pays (Bill 399) et l'autorisation de l'enregistrement national des médicaments et des "produits à base de cannabis" à des fins médicales en 2019, à la facilitation de l'importation et de l'enregistrement des médicaments à base de cannabis l'année suivante.

Malgré ces développements et la constitution de réseaux nationaux tel *Rede Reforma* promouvant leur mises en œuvre, l'accès au cannabis médical reste restreint aux populations les plus aisées et peu répandu, donnant aux entreprises souvent du Nord et Occidental une marge de manœuvre importante dans l'organisation du futur marché. Aussi, avec un optimisme modéré, Paulo Pereira insista sur l'importance de définir une régulation du marché du cannabis médical intégrant une dimension de justice sociale et d'avancer à la lumière des leçons régionales vers des réglementations plus équilibrées. Bien que la réglementation médicale du cannabis n'ait pas modifié le statu quo dit prohibitionniste au Brésil au regard des drogues, le retour de Lula à la présidence ouvre, pour l'intervenant, de nouvelles possibilités d'assouplissement, du moins d'équilibre social dans la réglementation du cannabis et plus largement sur les drogues.

Les deux interventions ont ensuite **stimulé plusieurs interrogations** au regard des schémas justificateurs d'une réglementation voulue plus juste du cannabis, au vu de la viabilité du seul référentiel sanitaire dans un contexte de violence extrêmement important lié aux drogues. La discussion a également évolué autour des acteurs d'une possible réforme des politiques des drogues au Brésil, soulignant le rôle des universitaires dans la production de données probantes, des organisations de plaidoyer et des réseaux régionaux.